

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(C.C.A.P.)**

**Le pouvoir adjudicateur :**

**CAMIEG  
Immeuble - Le Tryalis**

**11 rue de Rosny**

**93100 Montreuil**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**établi en application du Code de la commande publique et du cahier des clauses  
administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles  
(CCAG-PI), relatif aux :**

---

**Prestations de commissariat aux comptes**

---

**Appel d'offres ouvert en application de l'(des) articles L2124-2, R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5  
du Code de la commande publique**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

Article 1 - Objet du contrat.....	3
Article 2 - Décomposition du contrat .....	3
2-1-Allotissement .....	3
2-2-Forme du marché .....	3
Article 3 - Généralités .....	3
3-1-Pièces contractuelles.....	3
3-2-Responsabilité et Assurance .....	3
3-5-Sous-traitance .....	4
3-6-Confidentialité et sécurité .....	4
Article 4 – Obligations des parties .....	5
4-1-Obligation de la Camieg .....	5
Article 5 - Durée du contrat.....	8
Article 6 - Prix et règlement .....	8
6-1-Contenu des prix .....	8
6-2-Variation des prix.....	8
6-3-Modalités de règlement .....	9
6-4-Périodicité des paiements .....	10
6-5-Avance .....	11
6-6-Garanties financières de l'avance .....	11
6-7-Clause de réexamen .....	11
Article 7 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
7-1-Lieu d'exécution.....	11
7-2 Pilotage et suivi.....	12
Le commissaire aux comptes titulaire ainsi que le commissaire aux comptes Suppléant exprimeront expressément par écrit l'acceptation de leur mandat. ....	12
7-3- Livrables .....	12
7-4- Droits de propriété intellectuelle .....	13
Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie .....	13
8-1-Opérations de vérifications .....	13
8-2-Admission .....	13
8-3-Garantie .....	14
Article 9 – Pénalités de retard .....	14
Article 10 – Cession et nantissement .....	14
Article 11 – Règlement des différends et des litiges .....	14
Article 12 - Dérogations aux documents généraux .....	15

## **Article 1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations de commissariat aux comptes.

## **Article 2 - Décomposition du contrat**

### **2-1-Allotissement**

Les prestations font l'objet d'un lot unique. En raison de l'objet du marché, la dévolution en lots séparés n'est techniquement pas possible.

Conformément à l'article L.2113-11 2° du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur a fait

### **2-2-Forme du marché**

Les prestations donnent lieu à un marché ordinaire.

## **Article 3 - Généralités**

### **3-1-Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et son annexe;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- L'offre technique du titulaire (Le cadre de mémoire technique renseigné par le titulaire) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de prestations intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés par la Camieg et le titulaire préalablement à la signature du marché.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables à la Camieg.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et express de la Camieg.

### **3-2-Responsabilité et Assurance**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations définies dans le présent marché. En conséquence, il est le seul responsable, pour les opérations relevant des prestations du présent marché, des dommages causés, directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et/ou aux biens appartenant à la Camieg.

Le titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables des actes dont il pourrait être tenu responsable en vertu du marché.

Il doit avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile garantissant les dommages corporels matériels et immatériels causés dans le cadre de l'exécution des prestations, objet du marché. À

première demande de la Camieg, le titulaire doit produire les attestations d'assurance en cours de validité, indiquant la nature, le montant, la durée et les conditions d'application des garanties précitées.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **3-5-Sous-traitance**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail. Toute sous-traitance occultée pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 39 du CCAG-PI).

### **3-6-Confidentialité et sécurité**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage également à protéger et à garder strictement confidentiels le contenu et les résultats de la prestation effectuée pour l'organisme. Il se porte garant de l'exécution de l'obligation de confidentialité pour ses préposés et salariés.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

#### **A) Information confidentielle**

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou DVD, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support, communiquée dans le cadre de la prestation.

En conséquence, toutes les informations communiquées au titulaire au moyen de supports informatiques ou support papier sont considérées comme confidentielles, y compris les informations écrites ou orales ayant pour objet les accès logiques. La politique de sécurité de l'organisme est confidentielle.

#### B) Injonctions judiciaires ou administratives

Si le titulaire était obligé à communiquer une information confidentielle reçue dans le cadre des présentes du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, le titulaire devra le notifier à l'organisme dans les meilleurs délais et, sur demande de ce dernier, coopérer pleinement avec l'organisme afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le titulaire devra demander à ce que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné.

A l'exception du cas de non-respect des dispositions précédentes, aucune partie ne sera responsable des dommages résultant de divulgation(s) imposée(s) par injonction administrative ou judiciaire.

#### C) Mesures de sécurité

Les actions effectuées dans le cadre de l'exécution du marché ne doivent pas altérer la disponibilité et l'intégrité du système d'information.

Toute faille soupçonnée ou incident de sécurité constaté doit être signalé à votre contact dans l'organisme.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## **Article 4 – Obligations des parties**

### **4-1-Obligation de la Camieg**

La Camieg s'engage à :

- Désigner un représentant, chargé de suivre les prestations et de coordonner les relations avec le titulaire. En cas de défaillance de l'interlocuteur, la Camieg s'engage à le remplacer dans les plus brefs délais ;
- Fournir toutes les informations et documents nécessaires à la bonne réalisation des prestations ;
- Signaler tout évènement nécessitant une intervention du titulaire.

### **4.2. Obligations du titulaire**

#### *4.2.1. Obligation de résultat*

Le titulaire s'engage à faire respecter par son entreprise et ses correspondants éventuels tous les engagements souscrits au titre du présent marché.

#### *4.2.2. Obligation de conseil*

Le titulaire doit conseiller la Camieg pendant toute la durée d'exécution du marché, et l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir.

#### *4.2.3. Obligation de confidentialité*

Il est fait application des dispositions de l'article 5.1 du CCAG - TIC. En sus desdites dispositions de l'article 5.1 du CCAG-TIC, les renseignements, documents transmis au Titulaire par la Camieg, ou

récoltés dans le cadre de l'exécution du marché revêtent un caractère confidentiel. Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter cette confidentialité par toute personne intervenant pour son compte. Ces renseignements, documents ne peuvent être communiqués, sans autorisation préalable de la Camieg, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

L'utilisation par le titulaire des renseignements, documents remis par la Camieg dans le cadre du présent marché est strictement limitée aux besoins du marché. Le titulaire s'engage à restituer l'ensemble de la documentation remise par la Camieg à l'expiration du contrat.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

L'obligation de confidentialité continuera après l'expiration du contrat. Elle devient caduque si l'information tombe dans le domaine public en dehors de toute intervention du titulaire.

#### *4.2.4. Obligation de respect des règles issues du règlement général sur la protection des données (RGPD)*

Le titulaire a dans le cadre de l'exécution de ce marché accès à des données personnelles. Il est soumis aux dispositions du règlement général de la protection des données personnelles européen. À ce titre, il doit offrir des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la RGPD et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

À cet effet, le traitement des données à caractère personnel n'est autorisé que sur instruction de la Camieg. Le titulaire :

- a) s'engage à traiter les données uniquement pour la seule finalité relative à l'objet du présent marché ;
- b) veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité telle que définie ci-dessus ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- c) prend toutes les mesures requises pour garantir un niveau de sécurité adapté au risque selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- d) tient compte de la nature du traitement, aide la Camieg, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées la saisissent en vue d'exercer leurs droits : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données ;
- e) aide la Camieg à garantir le respect des obligations de protection des données personnelles, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du titulaire ;

- f) selon le choix de la Camieg, supprime toutes les données à caractère personnel ou les lui renvoie au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et détruit les copies existantes ;
- g) met à la disposition de la Camieg toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la Camieg ou un autre auditeur qu'il a mandaté ;
- h) le titulaire notifie à la Camieg toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par mail à l'adresse [alerte\\_incidents@camieg.org](mailto:alerte_incidents@camieg.org) . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la Camieg, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

#### *4.2.5. Obligation d'information*

Le titulaire est tenu de notifier par écrit à la Camieg, dans un délai de 7 jours calendaires, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et de transmettre les pièces qui se rapportent:

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou d'une communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit dans un délai de 3 jours. Les décisions ou communications relatives à des prestations sous traitées sont adressées au titulaire qui a seul qualité pour présenter des réserves.

#### *4.2.6. Obligation relative à la situation fiscale et sociale du titulaire*

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à l'emploi, la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire s'engage à avoir tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les attestations fiscales et sociales à jour.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr> .

Si le candidat retenu est déjà inscrit sur la plateforme, il pourra se connecter avec ses identifiants habituels. Dans le cas contraire, il recevra un courriel de la plateforme e-Attestations lui communiquant ses identifiants (à partir de l'adresse [support@e-attestations.com](mailto:support@e-attestations.com)).

#### *4.2.7. Réglementation relative au travail dissimulé*

Une pénalité de 10% du marché est due, dès lors qu'il est constaté que le titulaire ne respecte pas les formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, tels que le défaut d'immatriculation, le défaut de déclaration à l'administration fiscale et le défaut de déclaration aux organismes de protection sociale, et qu'aucune mesure corrective n'a été prise suite à la mise en demeure.

#### *4.2.8. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail*

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à l'emploi, la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail. Il doit s'assurer, en application du Code du travail, que

ses sous-traitants se sont acquittés de leurs obligations de déclarations auprès des organismes de sécurité sociale et des services fiscaux et qu'ils respectent les obligations relatives à l'emploi de salariés. Il devra justifier du respect des stipulations ci-dessus à première demande de la Camieg. En conséquence, le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. En cas de non-respect, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit. Le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

## Article 5 - Durée du contrat

Le présent marché concerne la réalisation de la mission de commissariat aux comptes pour les exercices 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030.

Les exercices comptables de la Camieg débutent le 1<sup>er</sup> janvier et se terminent le 31 décembre de chaque année.

Les prestations s'exécutent jusqu'à l'approbation des comptes par les organes compétents de la Camieg de l'exercice 2030 et la remise des livrables (rapports, ...) et la présentation au conseil d'administration.

## Article 6 - Prix et règlement

### 6-1-Contenu des prix

Pour les prestations désignées ci-après, **les prix du marché sont traités à prix forfaitaires** sur la base de l'acte d'engagement :

- Prestations de la mission générale

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, à l'assurance et ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (frais de déplacement, d'hébergement, de séjour, de repas et frais divers), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### 6-2-Variation des prix

Les prix sont fermes pour la première année du marché, puis révisables annuellement.

Ils seront révisables, à la hausse comme à la baisse, au-delà de la première année par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois « zéro ». En cas de reconduction, un coefficient de révision sera appliqué aux prix du marché à chaque date anniversaire de notification du marché.

Les prix sont révisables à chaque date anniversaire de la notification du marché selon la formule suivante :

$$Pr = P_0 \times (0.150 + 0.850 \times (S/S_0))$$

Dans laquelle :

- Pr est le prix révisé
- P<sub>0</sub> est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement établi dans les conditions économiques du mois et le prix précédent pour les révisions ;
- S est l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 69.20 – Services comptables, d'audits, et de conseil fiscal



Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766582. La valeur à prendre en compte est celle établie à une date antérieure de 3 mois de la date anniversaire de la révision.

- S0 (valeur initiale de l'indice au mois zéro) est l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 69.20 – Services comptables, d'audits, et de conseil fiscal

Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766582

Les révisions de prix sont applicables aux prestations réalisées après la date de réception de la demande de révision.

**Le titulaire devra transmettre les nouveaux prix révisés et la valeur de l'indice de révision 1 mois avant le début de la nouvelle période d'exécution concernée par la révision.**

## **6-3-Modalités de règlement**

### **6-3-1-Régime des paiements**

Les prestations font l'objet de paiements, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique.

### **6-3-2-TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **6-3-3-Modalités de paiement**

Le mode de règlement est le virement bancaire.

### **6-3-4-Présentation des factures**

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une facture, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les factures devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'adresse de facturation de la Camieg : **CAMIEG - 11, rue de Rosny - 93100 Montreuil-sous-Bois**
- la raison sociale, numéro SIRET et adresse du titulaire
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire (tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement)
- le numéro et la date de facture
- la référence et l'intitulé du marché / du bon de commande/ de l'ordre de service
- le lieu de la prestation effectuée
- la date ou la période d'exécution
- les montants correspondants aux prestations (HT, taux de TVA et son montant, TTC)
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique

Tous les règlements des sommes dues au titre du marché sont assurés par le Directeur Comptable et Financier de la Camieg. Toutes les oppositions éventuelles doivent être adressées au Directeur Comptable et Financier de la Camieg.

### **> Dématérialisation des factures**

**Depuis le 2 janvier 2024, toutes les factures doivent être dématérialisées.**

A cette fin de dématérialisation, la Camieg est connectée à la solution Chorus Portail Pro.

Cette solution technique et gratuite est proposée aux entreprises et aux établissements publics à l'adresse suivante : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr> .

Identifiant CAMIEG pour le dépôt de la facture : SIRET CAMIEG : 49914777500021.  
Code service : Non concernée.

Pour tout complément d'information, merci d'adresser un e-mail à l'attention du : [pole\\_achats@camieg.org](mailto:pole_achats@camieg.org) .

Si vous rencontrez des difficultés, une assistance est disponible sur le portail CHORUS PRO du lundi au vendredi de 08h30 à 18h30.

Pour plus de renseignements, vous pouvez également consulter le site de la communauté Chorus Pro dédié à la facturation électronique : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr> .

L'absence d'une des mentions obligatoires et plus particulièrement les références du marché le cas échéant, entraînera le renvoi de la facture. En effet, les demandes de paiement devront respecter les dispositions du décret N°2019-748 du 18 juillet 2019 précité.

Il vous faudra tout d'abord créer un compte en ligne sur le portail Chorus Pro accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

### **6-3-5-Répartition des paiements**

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### **6-3-6-Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique. Le délai global de paiement commence à courir à la date de réception de la demande de paiement conforme aux prescriptions ci-dessus.

Si la facture est incomplète, erronée ou incohérente, la Camieg suspend le délai de paiement dans la limite d'une fois. A compter de la réception de la totalité des éléments demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de 30 jours.

### **6-3-7-Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

### **6-4-Périodicité des paiements**

Le paiement pour la mission générale à prix global et forfaitaire s'effectue selon les modalités suivantes :

- Un acompte de **40%** du prix global et forfaitaire annuel avant la clôture de l'exercice contrôlé ;
- Un acompte de **30%** du prix global et forfaitaire annuel à la fin de la mission ;
- Un acompte de **30%** du prix global et forfaitaire annuel après remise des livrables.

## 6-5-Avance

Le cas échéant, une avance sera accordée en application des articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique et de l'article 11.1 du CCAG-PI.

(Article R. 2191-3 du Code de la commande publique) « L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. »

(Article R. 2191-7 al. 2 du Code de la commande publique) Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois. »

Pour les TPE ou PME, le montant minimum de l'avance est fixé à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

## 6-6-Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## 6-7-Clause de réexamen

Comme le prévoit l'Avis du Conseil d'Etat du 15 septembre 2022 relatif aux modifications sèches des clauses financières des marchés publics en cours d'exécution pour circonstances imprévisibles, si de telles circonstances survenaient, les parties en examineront de bonne foi les conséquences, notamment financières.

Le cas échéant, le Titulaire devra adresser à la caisse un courrier expliquant les raisons qui justifient ce réajustement de prix exceptionnel.

Il revient dans ce cas de figure au Titulaire d'apporter la charge de la preuve que :

- l'événement est imprévisible, soit dans sa survenance soit dans son ampleur ;
- l'événement doit être de nature à engendrer un déficit d'exploitation

La justification par le Titulaire pourra se faire par tout moyen notamment et particulièrement des factures du Titulaire démontrant l'augmentation des coûts supportés.

Cette possibilité est laissée à l'entière discrétion de l'Acheteur. Le Titulaire du marché ne pourra en aucun cas l'imposer à l'acheteur.

En outre, si la situation venait à évoluer en faveur d'une diminution des prix, les parties pourront se réunir de nouveau afin d'évaluer s'il convient ou non de procéder à une modification du marché.

## Article 7 - Conditions d'exécution des prestations

### 7-1-Lieu d'exécution

Les prestations sont réalisées à la Camieg, **y compris pour les processus délégués (CPAM Hauts-de-Seine URSSAF Caisse nationale, CCMSA...).**

**Des audits pourraient également être réalisées auprès du concentrateur de la CAMIEG ; ALMERYS notamment sur leur site de Clermont Ferrand.**

## 7-2 Pilotage et suivi

Pour mener à bien les prestations dont il a la charge, des réunions de travail peuvent être planifiées avec la Camieg. Ces réunions se déroulent dans les locaux de la Camieg. Il en assure la préparation ainsi que la rédaction des comptes rendus à adresser par courrier électronique aux représentants concernés.

Les services de la Camieg apportent leur concours et toute documentation utile au titulaire. Celui-ci peut demander des compléments, apporter ses propres éléments d'éclairage et en effectuer la synthèse. L'Agence comptable de la Camieg est chargée du pilotage et du suivi de ce marché.

Une personne désignée par la Camieg sera l'interlocuteur privilégié du titulaire pour toute la durée du présent marché. Elle a notamment la responsabilité de valider le contenu et l'organisation des travaux présentés par le titulaire et a la responsabilité d'établir les procès-verbaux de réception.

### 7-2-1- Acceptation du mandat

Le commissaire aux comptes titulaire ainsi que le commissaire aux comptes Suppléant exprimeront expressément par écrit l'acceptation de leur mandat.

### 7-2-2- Heures de travail estimées

Pour la mission générale, le titulaire s'engage sur un prix global et forfaitaire qui permet de réaliser l'objet et l'ensemble des prestations de cette mission dans le marché, indépendamment du volume horaire mis en œuvre par celui-ci lorsque le travail entre dans le périmètre du cahier des clauses techniques particulières.

### 7-2-3- Stabilité de l'équipe mise à disposition par le titulaire

Si l'un des membres de l'équipe affectée au marché n'est plus en mesure d'assurer sa mission, le titulaire prend toutes dispositions nécessaires pour assurer la continuité des prestations. A cet effet, le titulaire s'engage notamment à désigner, dès qu'il aura eu connaissance du départ de ce membre, **un remplaçant d'expérience et de compétence au moins équivalentes à celles de son prédécesseur** et en informe préalablement et par écrit la Camieg. La Camieg sera très vigilante sur l'application de cette disposition.

Le titulaire s'engage à ne pas perturber le planning et la qualité des prestations en raison des éventuelles opérations de remplacement. Les coûts induits par le transfert de connaissances d'un ancien intervenant de l'équipe du titulaire à un nouvel intervenant sont intégralement supportés par le titulaire.

## 7-3- Livrables

Les livrables à produire par le titulaire pour chaque exercice sont notamment :  
Pour la mission générale :

- 🕒 La lettre définissant le programme de travail de l'exercice.
- 🕒 La liste des pièces et documents à préparer pour les audits.
- 🕒 Les livrables :
  - Un rapport sur les comptes annuels
  - Un rapport sur l'appréciation du Contrôle Interne & des audits internes
  - Un rapport d'audit sur le système d'information (IT)

- ⌚ Les comptes rendus d'audits (intermédiaire et finaux) contenant les recommandations et corrections à apporter sur les comptes annuels ainsi qu'un avis destiné à améliorer la fiabilité des méthodes comptables, des provisions et de la vérification du patrimoine.
- ⌚ Les rapports éventuels 'audits externes, notamment auprès du concentrateur de la CAMIEG (Almerys à date d'attribution du marché)
- ⌚ Une présentation au comité de direction de la CAMIEG des conclusions de l'audit intermédiaire, de l'audit final ainsi que de l'audit IT (sécurité informatiques)
- ⌚ Les présentations faites en Commission de Contrôle Financier et en Conseil d'Administration.

#### **7-4- Droits de propriété intellectuelle**

Il sera fait application des dispositions de l'article 35.1 du CCAG-PI. La Camieg conserve la possibilité d'utiliser librement les résultats des prestations.

Les livrables réalisés dans le cadre du présent marché resteront la propriété de la Camieg.

Le titulaire du marché cède avec l'ensemble des garanties de droit, tous les droits patrimoniaux qu'il détient ou détiendra sur les documents qu'il réalise dans le cadre du présent marché.

Le titulaire cède le droit de distribuer, de diffuser et d'éditer par tous moyens et sur tout support auprès de tout public. Les droits sont cédés de manière définitive à compter de l'admission des prestations pour l'ensemble du marché ou de tout autre projet qui pourrait être développé par la Camieg, entendu au sens large, en tous lieux, sans limitation, à titre gracieux ou onéreux.

La cession est faite pour tout mode d'exploitation et pour tout domaine d'application.

Le titulaire ne peut en aucun cas utiliser pour son propre compte les documents élaborés pour ou en collaboration avec la Camieg dans le cadre du présent marché sous quelque forme que ce soit. Il s'engage à ne faire directement ou indirectement aucune exploitation commerciale ou non de tout ou partie des documents réalisés dans le cadre du présent marché.

### **Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie**

#### **8-1-Opérations de vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

#### **8-2-Admission**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG PI par la Camieg.

##### **8-2-1-Réception**

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception.

##### **8-2-2-Ajournement**

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations selon les conditions fixées par l'article 29.2 du CCAG PI.

### **8-2-3-Réfaction**

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées, dans les conditions de l'article 29.3 du CCAG PI.

### **8-2-4-Rejet**

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total selon les conditions de l'article 29.4 du CCAG PI.

### **8-3-Garantie**

Par dérogation à l'article 30 du CCAG PI, il n'est pas prévu de période de garantie.

## **Article 9 – Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le pouvoir adjudicateur des mauvaises exécutions des prestations par le titulaire. Les pénalités sont nettes de TVA. Elles s'appliquent quel que soit leur montant.

En cas de non-respect des clauses prévues au présent marché, le titulaire encourt une pénalité de 5% du montant toutes taxes comprises concernées.

## **Article 10 – Cession et nantissement**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions de l'article L. 2191-8 du Code de la commande publique. Pour toute demande, merci de vous référer à l'acte d'engagement.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique est le Directeur de la Camieg ou ses représentants habilités.

## **Article 11 – Règlement des différends et des litiges**

### **- Règlement à l'amiable :**

Le tableau VIII-II annexé au Code de l'organisation judiciaire fixe la liste des tribunaux judiciaires compétents en la matière et précise leur ressort territorial (article L211-1 et suivant et R211-1 de ce code) issu du décret n° 2009-1455 du 27 novembre 2009 relatif à la spécialisation des juridictions en matière de contestations concernant les obligations de publicité et de mise en concurrence des contrats de droit privé relevant de la commande publique. Pour la Camieg, il s'agit du tribunal judiciaire de Paris. En revanche, pour les litiges nés à l'occasion de l'exécution des marchés publics, le tribunal compétent reste celui du lieu d'exécution du marché.

Les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil.

L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

### **- Règlement juridictionnel :**

Le tableau VIII-II annexé au Code de l'organisation judiciaire fixe la liste des tribunaux judiciaires compétents en la matière et précise leur ressort territorial (article L211-1 et suivant et R211-1 de ce code) issu du décret n° 2009-1455 du 27 novembre 2009 relatif à la spécialisation des juridictions en matière de contestations concernant les obligations de publicité et de mise en concurrence des contrats de droit privé relevant de la commande publique. Pour la Camieg, il s'agit du tribunal judiciaire de Paris.

Tribunal Judiciaire de Paris  
Parvis du Tribunal de Paris  
75017 PARIS  
Téléphone : 01.44.32.51.51/  
site internet : <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr>

En revanche, pour les litiges nés à l'occasion de l'exécution des marchés publics, le tribunal compétent reste celui du lieu d'exécution du marché.

## **Article 12 - Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Article 3.1 du CCAP	Article 4.1 du CCAG-PI
Article 8.3 du CCAP	Article 30 du CCAG-PI
Article 9 du CCAP	Article 14 du CCAG-PI